

# Roms : le conseil général s'active pour leur retour en Roumanie

Une délégation conduite par Pierre Jamet et Lionel Lassagne a obtenu jeudi en Roumanie « un accord de principe » avec le Département (Judet) de Timis pour lancer un programme de réinsertion de familles lyonnaises

Les maisonnettes paysannes aux portails ouvragés s'allignent de manière impeccable pour former une jolie palette de couleurs rouge, verte et bleue. Mircea, le chef de la communauté rom de ce quartier de Lugoj, à l'ouest de la Roumanie, confie pourtant qu'il manque au moins deux choses aux habitants : « Une salle pour la musique » et « des formations professionnelles ».

**Pierre Jamet : « On veut que l'initiative serve d'exemple »**

« Car des emplois il y en a, assure-t-il, mais les entreprises ne prennent que de la main-d'œuvre qualifiée. » L'une des causes possibles - avec les discriminations - du départ des plus jeunes vers l'Europe occidentale... Ce hameau aux airs bucoliques ne doit pas faire illusion : la précarité saute aux yeux dans d'autres localités où abondent les bidonvilles roms, théâtres d'un va-et-vient incessant vers la France, l'Allemagne ou l'Italie. Comment réguler ces migrations ? C'est la préoccupation du conseil général du Rhône, qui a obtenu jeudi, lors d'une visite de terrain en Roumanie, « l'accord de principe » du Département (Judet) de Timis pour s'associer à un programme de réinsertion durable de familles Roms installées dans le campement illégal de la rue Paul-Bert à Lyon. Le Département d'Alba, avec lequel le Rhône est également parte-



Hameau rom, à Lugoj, samedi. Le maire Francis Boldea (à g.) avec Lionel Lassagne, Pierre Jamet et le vice-président du Judet / Photo D. R.

prêtre orthodoxe et conseiller social au Département de Timis. « Mais l'erreur serait de travailler pour les Roms, et non pas avec eux. Il faut être incitatif pour qu'ils restent dans les programmes d'insertion - par exemple, en leur offrant des repas chauds. Sinon, leurs propres règles l'emporteront et ils préféreront aller mendier en disant que ça leur rapporte plus ! » En Roumanie, le salaire moyen oscille entre 150 et 300 euros par mois. A Timisoara, Nicolas Ballet

## ■ Un accord complémentaire pour « croiser des informations » sur les familles

« Nous devons être sûrs de savoir qui nous allons aider », insiste Pierre Jamet, directeur général des services du Conseil général du Rhône. Le Département a annoncé hier après-midi avoir également obtenu, dimanche, un autre accord avec le Judet (Département) de Timis

pour « croiser les informations sur les familles de Roms et leur composition exacte ». Des échanges qui doivent permettre d'éviter que le programme de réinsertion des migrants lyonnais, lorsqu'il sera opérationnel, n'aboutisse à d'éventuelles fraudes. En dehors des

bidonvilles roms, où des populations survivent dans des conditions misérables, les membres de la délégation du conseil général ont pu constater, aussi, l'existence de véritables « palais », propriétés de certains clans aux relets mafieux. N. B.

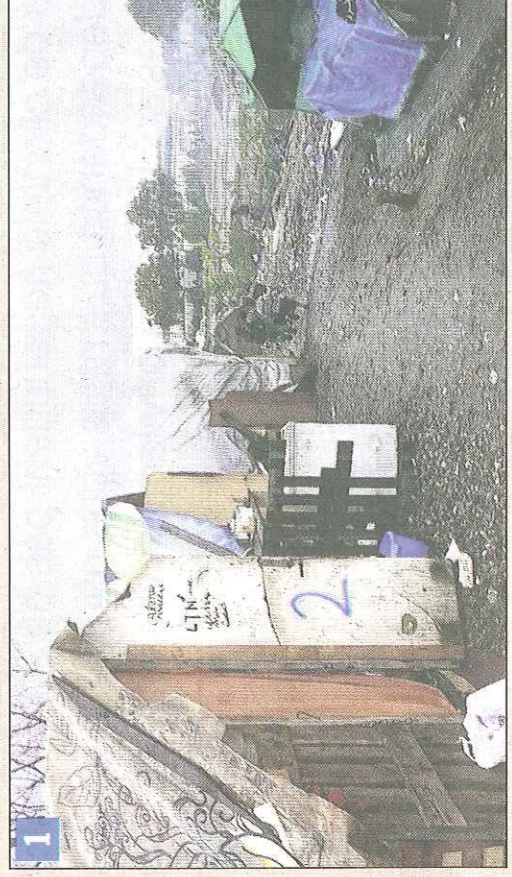
# Les dernières heures du bidonville de la Part-Dieu

Annoncée depuis le 26 octobre, l'évacuation du camp de Roms de Lyon Part-Dieu a été reportée à cette semaine. Résignées, une trentaine de familles attendent dans l'inquiétude l'arrivée des policiers

Toute la misère du monde semble avoir échoué ici, dans ce bout de terre, étranglé entre la ligne SNCF et celle du tramway. Un promontoire hérissé de cabanons ratissés, de tentes molles, dressé sur un terrain destiné à accueillir les Archives départementales. Sur ce remblai où pourrissent des détritus les plus répugnants, où rouillent des réfrigérateurs, des poubelles desséchées et des restes de carcasses de voiture, des familles de Roms se sont installées depuis plusieurs mois.

**« Nous sommes désorientés. Après, où partir ? »**

Un bidonville né du néant durant l'été 2009 et qui vit ses derniers instants. Le 26 octobre devait être la fin du camp de la rue Paul-Bert



1 Le bidonville de la rue Paul-Bert compte une quarantaine de cabanes comme celles-ci / Photo A.D.

2 On vit dans une caravane située au fond du camp : « J'ai été licencié en Roumanie » / Photo A.D.

3 Cette femme chauffe sa cabane avec du bois ramassé dans la décharge / Photo A. Demontfaucou



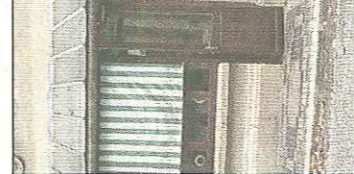
t inaugure



l'arrière, un

n Crăciunescu, résident et vice-président du Judet de Timis, n'investissent ces jeunes à s'insérer dans la vie ». Le terrain, cœur d'une zone a été mis à disposition de Timis qui a obtenu jeudi, lors d'une visite de terrain en Roumanie, « l'accord de principe » du Département (Judet) de Timis pour s'associer à un programme de réinsertion durable de familles Roms installées dans le campement illégal de la rue Paul-Bert à Lyon. Le Département d'Alba, avec lequel le Rhône est également parte-

se



phété l'entreprise

liale belge. Qualifiés de 240 salariés, un chiffre d'affaires de 42,5 millions et une croissance de 10 %, le groupe de la rue de la République à Paris a créé une filiale à Dubaï. Elle a des partenaires en Chine et espère réaliser des ventes à Dubaï dans deux ou trois

es du Pont (38)



mbre 1970, elle a été achetée par Jean-Luc, 17 ans) dans une grosse catastrophe. Prisonnières des